

## Délégation du collectif « Solidarité France Grèce pour la Santé » Athènes, du 12 au 15 mai 2015

Ce collectif est composé de militantes et militants syndicaux, politiques ou issues de la société civile, majoritairement professionnelles du soin, de la santé et du médicament en France<sup>1</sup>.

Pour le PCF-Front de gauche, Laurence Cohen sénatrice du Val-de-Marne, du groupe CRC, ainsi que Fabien Cohen, de la commission nationale santé/protection sociale. Le Front de gauche santé était aussi représenté par des camarades du PG, d'Ensemble et non encartés.

Cette délégation a été souhaitée pour rendre compte de la solidarité en France, et s'informer de la réalité des difficultés sanitaires et sociales auxquelles le Peuple grec est confronté depuis plus de cinq ans, de la gravité de la situation, des actions solidaires mises en place notamment par les professionnels de santé, et des évolutions depuis le 25/1/2015, date de la victoire électorale de SYRIZA, dans la conjoncture politique actuelle.

Notre délégation a pu aussi apprécier sur place l'ampleur de la résistance contre l'austérité à travers la solidarité développée sur le territoire grec.

La délégation est allée à la rencontre des équipes des dispensaires sociaux solidaires, notamment **Korydallos** (Pirée), **le K.I.F.A.** du centre d'Athènes, **le K.I.F.A. de Néa Ionia**, de **Patissia**, de **Peristeri**, de **Vyronas**, de **Néa Smyrni**, d'**Ellinikon** et d'**Halandri**.

Nous avons aussi rencontré la **coordination Athénienne des dispensaires et pharmacies sociaux solidaires**.

Leur engagement militant distingue ces structures des autres structures humanitaires. Aujourd'hui, environ 50 dispensaires sociaux fonctionnent dans toute la Grèce grâce à l'action et au travail de volontaires. Médecins, généralistes ou spécialistes, chirurgien-dentistes, pharmaciens, psychologues, personnels paramédicaux et administratifs s'y impliquent avec le soutien actif des citoyens qui collaborent à ces structures.

Le 1<sup>er</sup> dispensaire a été fondé en Crète par l'actuel ministre délégué à la santé, Andéas Xanthos pour des immigrés qui avaient fait naufrage. Depuis, avec la politique menée en Grèce les grecs sont devenus les 1<sup>ers</sup> usagers. Ces dispensaires sont des organisations **de bénévoles**. Les locaux peuvent être fournis par la mairie, l'aménagement par des chômeurs...Ils **assurent la médecine de 1<sup>er</sup> recours**. **Si la gravité du diagnostic le justifie les patients sont envoyés à l'hôpital, avec lequel ils ont des liens**.



<sup>1</sup> (ATTAC, Coordination des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité, CODEGAS, CGT Sanofi, SNESUP-FSU, SUD Santé Sociaux, SMG, USMC/SNCDSCS, Ensemble, NPA, PCF, PG).

Les médicaments qui arrivent tous les jours de multiples sources ne sont donnés que sur ordonnance. Les pharmacies sont toutes reliées.

**Ils récusent le terme d'ONG...** car au-delà de leur mission sanitaire ils **mobilisent les patients pour mettre fin à cette politique, participent aux manifestations devant les hôpitaux....** Les décisions sont prises en assemblée générale.

*Ils demandent une solidarité internationale, et les dons sont importants, la **lutte ensemble** partout en Europe leur semble primordiale car la situation grecque peut arriver partout.*

**L'avenir de ces dispensaires sociaux est en lien avec la réussite ou non du gouvernement d'Alexis Tsipras, car ils ne peuvent se substituer à un service public de santé digne de ce nom.**



Les témoignages des volontaires militants de ces dispensaires nous enseignent l'importance de l'action collective pour retrouver la dignité de chacune et de chacun. Nous avons aussi observé qu'une majorité de ces dispensaires s'inscrivent également dans une multitude d'actions solidaires sur les déterminants de santé (alimentation, logement, vêtements, culture, éducation... ).

Trois besoins majeurs nous sont avancés :

- l'importance des besoins en soins bucco-dentaires,
- une demande psychiatrique et psychologique forte de la part des usager-es, conséquences directes de la pauvreté et de la précarité,
- la carence en médicaments pédiatriques indispensables et notamment les vaccins.

Toutefois leur démarche de solidarité ne s'arrête pas aux frontières : le soutien aux combattantes et combattants kurdes de Kobané par l'apport de matériel médical en témoigne ainsi que l'aide à l'obtention de papiers pour les personnes émigrées.

Nous avons aussi débattu avec les membres de l'**association grecque « Solidarité pour tous »** autour de leur « facilitation » des actions gratuites de solidarité concernant l'accès aux soins, à la nourriture, aux vêtements, au logement, à un tutorat pour l'entrée à l'université...

*Issue de la crise, notamment des mobilisations en 2011 : Les gens retournent dans les quartiers et créent des structures auto organisées, surtout à l'initiative de gens de gauche, pour survivre. Les 1ères structures ont concerné la collecte et la distribution de nourriture, puis la santé avec des médecins, un secrétariat...*

Elles évoluent vers tous les services : vêtements, meubles, préparation d'examen pour que les étudiants issus de milieux modestes puissent réussir, logement, ...

*Les collectifs trouvent eux-mêmes à 92 % leurs ressources en faisant participer le maximum de personnes. Ce n'est pas une association humanitaire comme par exemple les restos du cœur, mais bien politique par sa démarche militante, comme en témoigne la lutte auprès des femmes de ménage de l'administration de l'Etat, qu'ils ont soutenues et qui ont gagné leur réintégration, obtenant même un temps complet.*

**Le week-end des 9-10 mai 2015, ils ont eu leur première réunion pan-hellénique (de toute la Grèce) des structures solidaires. Ils ont travaillé sur** la possibilité d'exporter leur production agricole en Europe pour créer des liens économiques et politiques. Ils ont exprimé la volonté de penser le travail autrement car les moyens et les

nécessités sont différents et parce qu'il ne se sentent plus les mêmes, ou tout du moins ils l'espèrent ...

Nous sommes impressionné-es par l'inventivité et la pertinence de l'actions des animatrices et animateurs des dispensaires, leur dynamisme en tissant du collectif au-delà de la dispensation des soins et des médicaments. Nous avons beaucoup à apprendre de ces organisations démocratiques non hiérarchiques peu fréquentes en France.

### **Rencontre avec la Coordination des Dispensaires**

Nous avons été reçus chaleureusement, la coordination des dispensaires médico-sociaux au dispensaire d'Athènes centre, iktinou 2. Elle a parmi ces actions importantes, celle de relier toutes les pharmacies autogérées de Grèce sur une liste par internet, pour une meilleure répartition des médicaments, faciliter le transfert d'expériences des dispensaires plus anciens vers les plus récents et organiser la lutte par des manifestations devant le ministère et les hôpitaux, pour le droit de tous à la santé.

L'USMCS et le SNCDCS, présent dans la délégation, les ont invité à leur prochain congrès national des centre de santé, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre à Paris. L'idée de jumelages avec des syndicats et des centres de santé est un souhait exprimé ! Cela participerait à leur construction de liens pour faire converger leurs efforts avec d'autres organisations européennes.

### **Le ministère des affaires sociales et de la santé**

La délégation a été reçue par le **Ministre grec délégué à la Santé, Monsieur Andréas Xanthos** ainsi que par le **Ministre des affaires sociales et de la santé, Panayotis Kouroubli**. Ils étaient notamment accompagnés d'Alexis Benos, conseiller ministériel bienveillant.

Andréas Xanthos est le co-fondateur du premier dispensaire social en Crète Rethymnon en 2008, et médecin hospitalier. Il nous a décrit la dégradation de la situation sanitaire, sous-évaluée jusqu'en 2012 par les autorités au pouvoir.

Les réformes qui ont été mises en oeuvre en Grèce ont exclu des millions de personnes du système de santé. Elles ont conduit à une privatisation passive, et à une complète désorganisation des soins. Alors que la demande de services médicaux a augmenté de 30% à l'égard du service public, l'offre y a été réduite de 40% et le personnel de 30%, ce qui a conduit la majorité des hôpitaux de Grèce à la limite de l'effondrement. Toutes ces mesures ont engendré un phénomène de pauvreté sanitaire, en privant 25% de la population des soins élémentaires. Environ 2,5 millions de personnes non assurées ont perdu leurs droits à l'accès aux soins de santé du fait d'un chômage de longue durée, du travail au noir, et de la faillite d'un grand nombre de petites et très petites entreprises, qui les privaient de fait de protection sociale.

Il considère que les pratiques des dispensaires ont permis de mesurer la réalité de la catastrophe sanitaire, mais selon le Ministre, **« ... ces dispensaires sociaux ont montré que l'on peut organiser un système de soins en dehors du système marchand. »**

Une des principales promesses de Syriza était de résoudre ce problème considéré comme le deuxième plus important après le chômage. Le programme de Santé du nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras a été discuté sur les points majeurs suivants :

- rétablissement et extension de la couverture maladie,
- suppression du forfait hospitalier de 5€,
- garantir l'accès aux soins primaires pour toutes et tous, assurés ou non assurés, un suivi médical de base, les examens biologiques, les vaccins, les médicaments dont ils ont besoin, et l'hospitalisation en hôpital public, ceci quel que soit la nationalité, le revenu, le statut de l'emploi et la position sociale, restauration d'un système de santé correspondant aux besoins de la population, son renforcement en termes de moyens, notamment de personnels de santé, et pérenniser son financement.

Le Ministre nous rappelait que le système grec fonctionnait avec une demande de soins provoquée, sans aucun moyen de contrôle, basée sur un rapport direct entre les compagnies d'assurances, qui y trouvaient leur intérêt et le patient, au travers de l'entreprise.

Il faut, dit-il, réorganiser ce système sur d'autres bases, en donnant la priorité à la santé publique, avec un fonctionnement et une organisation plus démocratiques et plus participatifs, et un rendement social augmenté. *« Mais soyons absolument clairs, tout cela ne peut se faire avec 4,5% du PIB quand la moyenne des pays européens est au-dessus des 7% et quand le but des mémorandums était d'atteindre les 6%. Pour qu'il y ait un véritable système de santé en Grèce, il faut que l'austérité s'arrête, il faut un financement viable du système. Tout cela passe par une redistribution des richesses. La réponse politique à la crise c'est : les riches doivent payer. Évidemment, il faut arriver à faire redémarrer l'économie en Grèce – nous avons perdu 25% de notre PIB ces dernières années – de telle manière à ce qu'il y ait de nouveau de l'emploi et qu'on puisse ainsi aussi soutenir le système d'assurance ».*

Cela nécessite aussi, selon le Ministre, d'adopter une politique publique sur le plan de la pharmacologie qui tendrait à couvrir la globalité des besoins des personnes et à renforcer la production locale des médicaments à l'intérieur de la Grèce. Il affirme que *« son pays peut produire des médicaments génériques de très bonne qualité qui peuvent être contrôlés par un organisme national. Sur un plan plus large, je pense que nous avons besoin d'un front européen contre les multinationales, qu'il y ait un cadre unitaire concernant les médicaments brevetés mais également les médicaments innovants afin de contrôler la fixation de leur prix, les critères d'autorisation de mise en circulation des produits et les brevets. Sinon, un petit pays comme la Grèce sera toujours obligé de se soumettre aux diktats des entreprises pharmaceutiques. Cette question des brevets est donc cruciale, mais il n'est pas facile de s'y confronter au niveau national. Cela demande des coopérations plus larges. La situation est difficile, mais, comme disait Berthold Brecht, « au pessimisme de la connaissance, il faut opposer l'optimisme de la volonté ». **Ce serait une très bonne idée que les mouvements de gauche en Europe prennent l'initiative de lancer ce débat ».***

Le PCF-Front de gauche a fait part de sa proposition de Pôle public national et Européen du médicament, et il a marqué un grand intérêt en posant de nombreuses questions à ce sujet.

A la question sur ce que le Ministre attendait de notre délégation, il a été répondu, « *qu'il souhaitait voir rapporter en France et en Europe, que ce que le Gouvernement grec veut, c'est simplement le respect des décisions prises démocratiquement par le peuple. C'est pourquoi il appelle à la constitution d'un front social et politique à l'échelle européenne qui défendra l'idée d'une Europe de la cohésion sociale, du respect des droits humains et de la liberté et bien entendu de la démocratie. Voilà quel est le message. **Toute la question est de savoir si l'Europe d'aujourd'hui, l'Europe des capitaux, l'Europe des banques, est en capacité de tolérer la Démocratie** ».*

Nous avons conclu ensemble sur l'importance des liens de convergence des luttes contre l'austérité qui se constituent en Europe, précieuses pour le gouvernement Grec et pour la démocratie Européenne.

Pour mémoire le bâtiment du ministère où nous avons été reçu a été vendu aux spéculateurs immobiliers par le précédent gouvernement et son loyer annuel aujourd'hui équivalait à la construction d'un hôpital.

### **Rencontre avec des Député-e-s du groupe Syriza**

Des député-e-s de différentes régions, professionnels de différentes spécialités, nous ont confirmé le caractère dramatique et général de la dégradation de la situation sanitaire : « *... augmentation des décès à la naissance, 20 % des bébés naissent avec un poids inférieur à la normale, augmentation / retour de maladies infectieuses, beaucoup ne peuvent se faire vacciner faute de 6 euros, sérieux problèmes de santé des personnes âgées, la grippe tue plus que partout ailleurs, augmentation des dépressions, ... Des malades du cancer ne peuvent se faire soigner ou tardivement... **La marchandisation de la santé conduit à la mort.** Les hôpitaux sont transformés en asiles avec des lits dans les couloirs, la promiscuité, alors que des salles sont vides faute de lits et 2 hôpitaux psychiatriques sont menacés de fermeture... Les gens, ne pouvant s'adresser aux structures de quartier, vont à l'hôpital alors qu'on a réduit le personnel, ce qui renforce leur saturation et leur désorganisation ce qui n'empêche pas que les mémorandums d'interdire de recruter des médecins qui de ce fait vont vers le privé ou à l'étranger... »*



La politique troïka/gouvernements grecs a fait monter la dette à 175 % du PIB et a effondré les moyens d'y faire face. Le problème est uniquement politique : avant la victoire de Syriza toutes les institutions jugeaient incontournable d'apporter une « aide » en 2015 ...mais sous condition de renforcer encore l'austérité, alors que le programme de Syriza demande un effacement de la majeure partie de la dette, mais sans condition d'austérité.

Au 16 mai la situation financière était si tendue que **personne n'a pu garantir le paiement des salaires des fonctionnaires de mai.** Mais pour les dirigeants du syndicat E.K.A. que nous avons rencontré par ailleurs, **entre le FMI et les fonctionnaires, SYRIZA doit choisir de verser le salaire des fonctionnaires.**

## **En Grèce il y a 2 syndicats : GSEE (confédération générale des travailleurs grecs du privé) et ADEDY (confédération des syndicats des fonctionnaires publics)**

Ces syndicats sont composés de courants liés aux partis politiques. Leur CA est composé de membres élus par les salariés, soit : 9 PAME (PC), 5 PASKE (PASOK), 5 META (SYRIZA), 4 NP (Nouvelle voie, libéral), 3 ENI, 3 DAK (Nouvelle Démocratie, droite), 2 trotskistes.

*La délégation qui nous a reçu, a évoqué la situation grecque : le chômage, la baisse des pensions, celle des salaires de 45%, des droits des salariés, de la protection sociale, auxquels s'ajoutent des conditions de travail déplorables, la liberté de licencier, de fixer à leur gré les horaires de travail, la difficulté d'accès des pauvres aux services publics, particulièrement à la santé et à l'enseignement... Les coupes budgétaires dans les hôpitaux rappellent le tiers monde. La question du « cout du travail » et « la situation dans les hôpitaux » sont liées.*

### **Les Hôpitaux publics**

Nous avons visité **Sotiria**, hôpital historique, martyrs pour les Communistes et de référence pour les Balkans des maladies respiratoires et de la tuberculose.

L'hôpital public est au bord de l'effondrement.

D'une part, il est sous-financé et manque cruciallement de personnel et de matériel (5 services ont été fermés à Sotiria). L'incidence de la tuberculose explose, le taux de suicides augmente et la plupart des cancers ne sont plus soignées (comme celui des poumons). La malaria et la rage sont réapparues.

La surcharge de travail des personnels soignants est énorme, due en partie à la désorganisation des soins primaires. (112 patient-es vues aux urgences en 12h de garde pour une seule praticienne). Les effectifs paramédicaux sont en chute libre du fait des départs en retraite non remplacés.

D'autre part, une violence inouïe s'exerçait sur les patient-es. Avant l'arrivée au gouvernement de Syriza l'administration demandait par exemple aux femmes enceintes 1000€ par accouchement qu'il fallait payer sur place ou déclarer auprès du FISC, car à défaut de paiement, il était fait pression sur les membres de la famille et à défaut, intervenait la saisie des biens au domicile. Des familles étaient poussées à la ruine dans les cas où un de leurs membres étaient atteints de maladie chroniques nécessitant une hospitalisation. Il a été fait aussi état de personnes se suicidant à l'annonce d'une maladie grave pour éviter d'être une charge intolérable pour leurs proches.

Témoignages concordants à l'hôpital **Elpis** où la délégation a rencontré les syndicats des personnels. Il a été fait état de services de 19 lits accueillants jusqu'à 52 patient-es.

### **Hôpital psychiatrique Delphis.**

Sur les huit établissements publics de psychiatrie il n'en reste que trois ouverts. Les structures extrahospitalières et associatives ont fermés les unes après les autres.



A **Delphis**, sur les mille poste de soignant-es à l'origine il n'y en a plus que 500 de pourvus, ils assurent les soins pour 1100 patient-es hospitalisés et l'accompagnement de 600 en extra hospitalier.

La demande de soins a augmenté de 60% en quelques années, la part des hospitalisations sur demande judiciaire est largement majoritaire (60%) les autres sont abandonnés à la rue ou à charge des familles.

Personnels et malades collaborent à la survie de l'hôpital, par exemple en vendant le produit de cultures vivrières locales à l'entrée de l'hôpital. Si les mesures imposées par l'Union européenne sont suivies cet hôpital fermera en Juin prochain. Les personnels sont organisés pour résister coûte que coûte. A terme c'est la disparition quasi-totale des hôpitaux publics de psychiatrie qui est visée par les politiques imposée par l'Union Européenne.

Dans tout ce marasme les personnels encore présents, toute catégories confondues, œuvrent à maintenir des soins diversifiés et de qualité. Comme elles et ils nous l'ont confié alors qu'à une autre époque ils militaient pour une psychiatrie extra-hospitalière sectorisé ils sont contraints aujourd'hui à se battre pour sauver leur hôpital, seule condition pour garder leurs maigres moyens. La pédo psychiatrie est réduite à quasi néant et cela demande plus de sept mois pour obtenir un rendez-vous.

En psychiatrie comme ailleurs les patients sont orienté vers le privé lucratif. Des cliniques de haut niveau pour patients solvables, mais dans le cas des patients de psychiatrie il existe aussi des cliniques bas de gamme où l'on peut trouver des situations avec des malades majoritairement sous contention physique (la nuit, une psychiatre, deux soignants pour... 240 patient-es !).

### **En conclusion**

La résistance du peuple de Grèce est une force motrice qui aujourd'hui doit servir de référence aux autres peuples d'Europe. Le slogan partagé par les militant-es rencontrés peut se traduire par : « Nous ne devons pas ! Nous ne vendons pas ! Nous ne payons pas ! »

A la question posée : « que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider aujourd'hui », la réponse unanime est de commencer par « virer nos gouvernement qui soutiennent la politique austéritaire de l'Union Economique Européenne ».

Très concrètement, pour toutes celles et ceux qui veulent développer une solidarité avec les peuple grec dans ce domaine, on les invite à rejoindre le collectif « France Grèce pour la santé » qui s'est constitué à Paris en 2013. Il est en contact avec la structure **Solidarité pour tous**, [www.solidarity4all.gr](http://www.solidarity4all.gr) et son email, [international@solidarity4all.gr](mailto:international@solidarity4all.gr). C'est Idem pour des jumelages.

Si on souhaite envoyer des médicaments aux structures de santé autogérées en Grèce, il faut prendre un contact direct avec les structures concernées. Sur le blog du collectif, on pourra trouver la liste complète des dispensaires et pharmacies autogérés existants en Grèce avec leurs coordonnées, ainsi que le plan où vous pouvez visualiser leur localisation exacte sur la carte de Grèce... <http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/liste-des-dispensaires-sociaux-2/envoi-de-medicaments/>

Nous retenons de ces rencontres d'une part l'immense engagement des volontaires, personnels, militants engagés dans des processus de solidarité de convivialité et de lutte

pour maintenir, malgré les circonstances, un système de soin indispensable et le souci de préserver la dignité de chacun-es. Mais aussi la nécessité de tous les peuples d'Europe de s'engager dans une lutte coordonnée et solidaire contre une austérité décrétée par des politiques qui agissent contre l'intérêt des peuples. Contre les politiques nationales qui y concourent et contre les injonctions de l'Europe financière, pour revendiquer la construction d'une Europe sociale.

Faute de quoi la situation subie aujourd'hui en Grèce sera la norme pour tous les peuples.

**Dr Fabien Cohen**

Commission santé/protection sociale du PCF et Front de Gauche Santé